

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 1^{er} décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société PRIMAGAZ

D33 - Route de Marthon
16380 Chazelles

Références : 2025_1461_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0100284006

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement PRIMAGAZ implanté D33 - Route de Marthon, 16380 Chazelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRIMAGAZ
- D33 - Route de Marthon 16380 Chazelles
- Code AIOT : 0100284006
- Régime : Déclaration avec contrôle (rubrique 4718)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cuve aérienne de stockage de propane (rubrique ICPE n°4718, régime de la déclaration avec contrôle périodique) sur un site dédié situé sur la commune de Chazelles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 23/08/2025, article 2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plus de 2 ans après le constat initial, la visite du site a permis de mettre en évidence que les mesures ont été prises pour traiter la non-conformité « majeure » au sens du code de l'environnement, relative à l'isolement des soupapes de sécurité du stockage, vis-à-vis des limites du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2025, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'isolement des organes de sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 23/08/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées Annexe I - 2.1.2. Réservoirs a) Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. (...). Constat effectué le 27/11/2024, lors du contrôle complémentaire de la société ALPES Contrôles (organisme agréé par le ministère de l'environnement) : Non Conformité Majeure (NCM) : <i>"distance de 3,4 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site, au lieu de 5 mètres."</i> Un 1 ^{er} constat identique de NCM a été fait lors du contrôle initial réalisé le 02/08/2023. Il s'agit donc d'une NCM non traitée au-delà du délai fixé par le code de l'environnement (R.512-59-1).
Constats : Constat de l'inspection lors de la précédente visite le 26/02/2025 : la distance entre les soupapes de sécurité situées en partie supérieure de la cuve de stockage de propane et les limites du site (sur 2 faces) matérialisées par la clôture, était bien inférieure à 5 mètres, minimum requis par la réglementation. Le constat de non-conformité majeure mis en évidence par l'organisme de contrôle deux années auparavant, n'a pas été traité. Contrairement à ce que l'exploitant avait indiqué lors d'une réunion en juillet dernier, celui-ci n'a pas sollicité d'aménagement de la prescription réglementaire par application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23/08/2005 et de l'article R.512-52 du code de l'environnement. Constat lors de la présente inspection : des travaux ont été réalisés pour décaler l'emplacement de la clôture autour du stockage, permettant d'augmenter la distance entre celle-ci et les soupapes de sécurité de la cuve.



La distance entre les soupapes et la clôture du stockage a pu être évaluée sur le terrain à au moins 5 mètres, respectant ainsi la prescription réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite